

NégaWatt 2050 : un scénario à faire évaluer par une autorité officielle

1. Eléments de contexte :

Dans les années 1990, une poignée d'ingénieurs ou scientifiques, accompagnés par des agriculteurs, des acteurs du bâtiment ou des écologistes authentiques créent des associations aux buts techniques voire altruistes : NégaWatt, CLER, Solagro ...

Peu à peu infiltrés par des intérêts privés et des intérêts politiques, ils se transforment en un puissant réseau de lobbying qui, au moment où disparaît le commissariat général au plan, s'insinue au cœur des agences d'Etat. Ils créent progressivement, une pensée énergétique unique que traduit le scénario **NégaWatt 2050**.

2. NégaWatt 2050, c'est d'abord un scénario attractif et attirant :

- ✓ une analyse qui colle aux grandes tendances de nos contemporains :
 - une exigence de sobriété énergétique
 - des énergies renouvelables (EnR), en remplacement du nucléaire et des énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre
 - une mutation des pratiques agricoles et sylvicoles
- ✓ promotion d'usages nouveaux et sympathiques en matière de mobilité
- ✓ neutralité carbone et bénéfiques en résultant pour la santé et pour l'environnement
- ✓ des bénéfices pour l'économie et pour l'emploi
- ✓ des projets de territoires devenus autonomes en énergie.

3. mais c'est un scénario qui méconnaît de nombreuses réalités :

- ✓ réalités humaines et sociales :
 - populations pauvres ou en difficulté, qui ne pourront pas investir dans la sobriété
 - problématiques sanitaires liées à certaines EnR
 - rupture de la cohésion sociale et des solidarités en milieu rural
- ✓ réalités économiques :
 - une sobriété dont la faisabilité n'a pas été évaluée, y compris au plan de l'accompagnement financier.
 - des usages nouveaux (H² notamment) incertains, et probablement surestimés.
 - une surestimation du potentiel de production réel de certaines EnR (bois-énergie notamment).
 - une méconnaissance des coûts réels d'investissement en EnR (y compris coûts de raccordements).
 - une absence de prise en compte des besoins en capacités de substitution et d'ajustement (raisonnement « en moyenne »).
 - des bénéfices économiques qui ne seront pas ceux annoncés (effets de substitution financiers)
- ✓ réalités écologiques de certaines EnR :
 - agressions de la biodiversité (flore, faune, avifaune)
 - destruction des aménités paysagères et du patrimoine culturel
 - impact carbone *total* de certaines EnR élevé
 - pillage des ressources rares au niveau mondial
- ✓ réalités politiques :
 - légitimité des élus locaux pour définir un projet de territoire
 - attractivité des territoires ruraux menacée par des EnR qui ne leur sont pas adaptées, y compris au plan du tourisme.

En synthèse, trois insuffisances :

1. des **omissions techniques**, probablement par insuffisance de pluridisciplinarité.
2. une absence de vision économique et financière **intégrée**.
3. une vision écologique **étriquée**.

4. c'est cependant un scénario qui imprègne les décideurs politiques et les médias :

Il en résulte trois risques :

- ✓ une confiscation du pouvoir de planification :
 - l'Etat, ses agences et ses entreprises publiques ont été neutralisés par ce scénario.
 - en Régions : des zéloteurs veulent imposer ce scénario aux élus locaux par le moyen apparent d'un dialogue contractuel, en réalité par un chantage aux subventions
- ✓ une destruction durable du bien commun que sont le patrimoine et la cohésion sociale des territoires ruraux, ainsi que leur biodiversité, par des EnR non adaptées à ces territoires
- ✓ une perte de compétitivité durable, par mobilisation univoque des moyens financiers du pays tant pour accompagner les programmes de sobriété que pour financer des investissements démesurés dans des EnR aux rendements limités, par nécessité enfin également de créer des capacités de substitution à ces EnR aléatoires : **au final, tous ces moyens financiers ne seront plus disponibles pour d'autres usages dans l'économie du pays.**
Ce, au détriment d'autres EnR plus écologiques, plus rentables au plan économique, et acceptables par les populations des territoires ruraux ainsi que par la biodiversité.

⇒ **il est temps de procéder à une évaluation officielle de ce scénario NégaWatt 2050**, avant que son inclusion dans les schémas énergétiques régionaux ne produise d'immenses dégâts économiques, écologiques et humains.

Cette évaluation devrait être **réalisée par une autorité légitime et indépendante**, et porter sur **quatre dimensions** :

1. la faisabilité technique et financière du programme de sobriété énergétique.
2. un bilan énergétique toutes énergies confondues - intégrant une analyse raisonnable des usages attendus du H² et autres gaz d'origine EnR.
Le calibrage des usages du H² est structurant pour déterminer le niveau de production électrique nécessaire.
3. le bilan économique complet associé, eu égard au besoin de financement total pour la Nation qui en résulte.
4. une évaluation de l'impact effectif sur l'environnement qu'aurait ce scénario.

Proposition complémentaire : en fonction des résultats de cette évaluation, émettre un guide de bonnes pratiques, afin de mieux prendre en compte les contraintes humaines et sociales, économiques, écologiques et politiques qui à ce stade sont étonnamment absentes de ce scénario.